

## 6 Economie

## Production de l'huile de palme

## L'entreprise indienne 3F Oil compte investir 125 milliards de francs au Gabon

F.A.

Libreville/Gabon

**L'ETAT** et l'entreprise indienne 3F Oil Palm ont signé, mercredi dernier, à la salle de réunion du ministère de l'Economie, un protocole d'accord visant à conforter le cadre de mise en œuvre du Projet intégré de développement de l'huile de palme au Gabon. Ce mémorandum d'entente, paraphé par l'État, via le ministre du Développement durable, de l'Economie, de la Promotion des investissements et de la Prospective, Régis Immongault, et le ministre d'État

en charge de l'Agriculture, Mathieu Mboumba Nziengui, avec le Groupe 3F, a pour objectif de permettre à société 3F Oil Palm de fournir l'huile de palme brute/raffinée et ses dérivés au Gabon et sur le marché international, à des prix compétitifs. En effet, cette société compte investir 125 milliards de francs (200 millions de dollars) dans le secteur de l'huile de palme, qui va s'étendre sur 40 000 hectares. « Nous allons faire des plantations, récolter, raffiner et mettre en place une usine à base de déchets de plante, (...) l'huile sera vendue à l'intérieur du pays et exportée »,



Photo : FA

Le P-DG du groupe 3F Oil Palm, Sanjay Goenka (c), entouré des deux ministres gabonais Régis Immongault (g) et Mathieu Mboumba Nziengui.

a déclaré le Président-directeur général (P-DG) de 3F Oil Palm, Sanjay Goenka.

Selon le ministre d'État en

charge de l'Agriculture, ce protocole d'accord offrira de l'emploi aux Gabonais. « Cette convention prouve à suffisance que le président

de la République, Ali Bongo Ondimba, ne dit pas les choses au hasard. Cette signature vient à la suite de la rencontre des chefs d'État, qui a eu lieu en Inde (3e sommet du Forum Inde-Afrique "IAFS" à New Delhi, NDLR). C'est donc à la suite de cette rencontre que ces investisseurs sont venus aujourd'hui ici où ils comptent s'installer et s'exprimer dans l'agriculture du palmier à huile...L'impact est qu'on aura près de 400 à 4000 jeunes qui trouveront de l'emploi », s'est réjoui Mathieu Mboumba Nziengui. Pour le P-DG de 3F Oil Palm, ce protocole d'accord est avantageux pour

les deux parties, ainsi que l'accord qui sera signé ultérieurement. L'entreprise 3F Oil Palm comptera travailler en synergie avec le gouvernement pour la réussite de ce projet. « En dehors de l'aspect technique du projet qui convient bien au Gabon, il y a d'autres aspects qui nous ont incités à venir au Gabon. Notamment la stabilité politique, car le Gabon est parmi les pays les plus stables dans la sous-région ; la stabilité économique comparée avec d'autres pays africains et la positive attitude du chef de l'État gabonais à attirer les investisseurs au Gabon », a expliqué Sanjay Goenka.

## Évaluation de la Stratégie nationale pour le développement de la statistique au Gabon

## Bilan positif à mi-parcours

F.A.

Libreville/Gabon

Depuis lundi dernier, les agents de la direction générale de la Statistique (DGS), en présence des experts de Paris 21 et de la Banque mondiale, procèdent à l'évaluation de la première Stratégie nationale pour le développement de la statistique (SNDS) au Gabon. Des travaux qui permettront également de préparer la deuxième SNDS.

**PENDANT** cinq jours, la direction générale de la Statistique va mener une

évaluation finale de la mise en œuvre de la première Stratégie nationale pour le développement de la statistique (SNDS) 2011-2015. Cet exercice a pour objectif de faire une revue de la première SNDS.

Selon le directeur général adjoint de la Statistique, Jean Nestor Nguema, le bilan de la première SNDS est positif. « Sur le plan institutionnel, de la production de la statistique, on peut considérer que c'est un bilan positif, puisqu'on a pu réaliser le recensement, l'enquête démographique et de santé et l'enquête nationale sur l'emploi et le chômage. Lorsqu'on regarde les axes stratégiques qui ont été développés, nous



Photo : FA

Le directeur général adjoint de la Statistique (g), Jean-Nestor Nguema lors de la réunion avec les services statistiques sectoriels et les experts.

pouvons dire que du point de vue de réformes institutionnelles organiques, beaucoup de choses ont été faites, notamment la promulgation de la loi sur le système statistique national. Celle-ci a per-

mis la création de l'Agence de la statistique et du Conseil national de l'information et de la statistique. Il faut dire que le Gabon a ratifié la Charte africaine de la statistique », a indiqué M. Nguema.

Une stratégie qui a eu des difficultés à être pleinement mise en œuvre, pour des raisons diverses. « On peut relever quelques insuffisances au niveau de la coordination, notamment (...) de la formation des ressources humaines, qui ne dépend pas de nous, et de la mobilisation des finances. La stratégie nationale a été financée à 98% par l'Etat gabonais. Ce qui n'était pas prévu dès son élaboration. Aussi, n'avons-nous pas pu faire des évaluations chaque année, comme normalement prévu dans la stratégie », a ajouté, Jean Nestor Nguema. Il faut dire qu'il existe, aussi, un souci de communication à la direction générale de la

Statistique. Car, quelques ministères ont déploré, mardi dernier, ce état de chose. Lors de la réunion avec les services statistiques sectoriels, certains ont dit n'avoir jamais entendu parler de la SNDS et, par conséquent, n'ont pas participé à son élaboration.

Pour Jean Nestor Nguema, cela est dû à la mobilité des cadres et à l'archivage des documents dans les administrations. Comme perspective au sortir de ces travaux, la mise en place d'une deuxième stratégie pour les cinq ans à venir. Car, selon l'expert de Paris 21, Rudolphe Petras, « le plan de développement ou croissance dans les pays dure cinq ans ».

## Colloque international de Libreville (CIL)

## La gouvernance publique à l'honneur !

F.A.

Libreville/Gabon

C'est sous le haut patronage du ministre d'État, ministre de l'Agriculture et de l'Entrepreneuriat agricole, chargé de la mise en œuvre du Programme graine, que se tient, depuis hier, le 3e Colloque international de Libreville (CIL) « Regards croisés sur le développement en Afrique », à l'hôtel Boulevard de Libreville.

**PLACÉ** sous le haut patronage du ministre d'État en charge de l'Agriculture, le 3e Colloque international de Libreville (CIL) "Regards croisés sur le développement en Afrique", a été ouvert hier à l'hôtel Boulevard par Simon Peter, secrétaire général, représentant le ministre Mathieu Mboumba Nziengui. Ce colloque a pour objectif, entre autres, de favoriser le partage et la capitalisation des réflexions et des expériences sur la thématique "Les enjeux de la gouvernance publique en Afrique".

« Cette rencontre puise sa singularité dans le fait que -pour



Photo : FA

Simon Peter, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, en compagnie du président du CIL, Bachir Mazouz (d) et du directeur de LARSIG, Pierre Indjendje Ndala.

la 1ère fois - des chercheurs,

des institutionnels et des acteurs impliqués dans l'observation, la régulation des terri-

toires humains, vont échanger sur les problématiques de gouvernance et leur incidence sur le développement du secteur agricole », a déclaré l'orateur. Ajoutant: « le choix de la thématique prouve à suffisance l'intérêt accordé par la Communauté scientifique à la question de la gouvernance...Comme vous le savez, le Gabon est un pays dont l'activité agricole ne contribue qu'à moins de 5% du PIB. ...Et pourtant, le secteur agricole du Gabon dispose d'énormes potentialités liées à sa position géographique et à son climat équatorial. Il possède 5,2 millions d'hectares de terres à vo-

lontaires agricoles ». Placées sous la présidence scientifique du Bachir Mazouz, les activités du colloque seront interactives et participatives sous les sous-thèmes de gouvernance et performance des Organisations, gouvernance et régulation, et la gouvernance, élément transversal. Au sortir de cette rencontre internationale, les participants seront sensibilisés sur la gouvernance publique. Aussi, les meilleurs documents de synthèse, validés par les scientifiques, seront publiés dans une revue des scientifiques partenaires.

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 24/03/2016**



**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1154	1USD =	588,091	1 USD	624,199
CAD	1,4821	1CAD =	442,586	1 CAD	466,164
JPY	125,4100	1JPY =	5,230	100 JPY	543,909
GBP	0,7894	1GBP =	830,977	1 GBP	866,207
CHF	1,0875	1CHF =	603,179	100 CHF	63 157,42
ZAR	17,2854	1ZAR =	37,949	100 ZAR	3946,20
MAD	10,8835	1MAD =	60,271	1MAD	62,67
CNY	7,2662	1CNY =	90,275	1CNY	92,98

INDICES BOURSIERS		
	en date du	
<b>CAC 40</b>	24/03/2016	<b>4334,37</b>
<b>DOW JONES</b>	24/03/2016	<b>17</b>
<b>421,67</b>		
<b>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</b>		
<b>24 Mars 2016: 39,51</b>		